Nombres de Membres

Afférents au Conseil Municipal : 15

Qui ont pris part à la Délibération : 14

Date de la convocation :

Le 16 septembre 2014

Date d'affichage :

LUNDI 22 SEPTEMBRE 2014

L'an deux mille quatorze et le LUNDI VINGT DEUX SEPTEMBRE à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Jacques BERTOLINI, Maire,
PRÉSENTS : Mme Chantal SABATIER, M. Didier MASSOT, M. Michel VENDITTI, Mme Annick CONTY Adjoints,
M. Christian BURDET, Mme Christine SALANÇON, M. Benjamin ROCA, M. Alain ACERBIS, Mme Pascale GRUFFAZ, M. Arnaud THERET et Mme Odile GIRARD

Procurations : M. Olivier SEBIRE à M. Benjamin ROCA
Mme Rachel BAPTISTE à Mme Annick CONTY.

Absente : Mme Florie LARDET.

Mme Christine SALANÇON a été nommée secrétaire de séance.

M. le Maire propose d'annuler le point n°7. L'assemblée accepte ce changement à l'unanimité.

Après approbation du compte-rendu de la précédente séance, il est passé à l'ordre du jour.

1 Délibération : PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR 2014

M. le Maire propose d'accorder pour 2014 les subventions suivantes aux associations :

- Association Parents d'Elèves :	1 500 €
- Association Le Belugeto :	817,50 €
- Association des Chasseurs :	712,50 €
- Association Amitié Détente :	430 €
- Association des Trouvailles d'Ali Baba :	372,50 €
- Association Football Club de St Alexandre :	765 €
- Association Chorale Bel Canto :	560 €
- Association Confrérie vigneronne :	482,50 €
- Association ATTA :	542,50 €
- AMAP	302,50 €
- Association Danse Passion	615 €
- Bassin bagnolais sport adapté	200 €.

Le Conseil municipal décide à l'unanimité d'attribuer les subventions susvisées pour un **montant total de 7 300 €**, ces crédits seront prévus au C/ 65748 du budget principal 2014.

2 Délibération : PORTANT DÉCISION MODIFICATIVE N°2 – BUDGET COMMUNE

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal les transferts suivants :

Fonctionnement :

Dépenses	
C/60632	- 3 416 €
C/66111	+ 3 416 €

Investissement :

Dépenses	
C/2138	+ 16 113,66 €
C/1641	+ 3 675 €
C/2111	- 3 675 €
Recettes	
C/2031	+ 16 113,66 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité ces transferts.

3 Délibération : PORTANT AUTORISATION DONNÉE AU MAIRE POUR SIGNER UNE CONVENTION D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA GESTION DE L'ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que les missions d'assistance technique du Département envers les communes, dans le domaine de l'eau, sont encadrées depuis l'adoption de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006, par l'article 73.

Suivant le décret d'application du 26 décembre 2007, le Département apporte une assistance technique aux communes qui le demandent, dans le cadre d'une convention.

Compte tenu de son champ de compétence, la commune de Saint Alexandre peut bénéficier des missions suivantes :

Par arrêté du 25 mars 2009, Monsieur le Président du Conseil Général du Gard a fixé à 0,37 € la part annuelle à l'habitant, pour chaque mission, la rémunération à verser au Département, pour l'année 2009, s'élèverait donc à :

$$\begin{aligned} \text{Rémunération à verser} &= \text{Tarif} \times \text{Population du bénéficiaire} \times \text{Nombre de missions} \\ &= 0,37 \times 1\,149 \times 1 \text{ soit } 425,13 \text{ €} \end{aligned}$$

Le Conseil municipal après en avoir délibéré décide à l'unanimité :

- 1 de demander l'assistance technique du Département pour la mission d'assistance technique à la gestion de l'assainissement
- 2 d'approuver le projet de convention, ci-joint, et donner délégation à Monsieur le Maire pour le signer,
- 3 de s'engager à porter au budget annexe de l'assainissement le montant de la rémunération correspondante à la mission.

4 Délibération : PORTANT AUTORISATION DONNÉE AU MAIRE POUR SIGNER UN BAIL DE CHASSE

Monsieur le Maire expose aux conseillers que l'association de chasse de Saint Alexandre propose un nouveau bail de chasse. La dernière autorisation du conseil municipal remonte au 23 décembre 1993.

Il convient donc de délibérer sur la reconduction de ce bail.

Après l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 11 voix pour et 3 abstentions (Mme Chantal SABATIER, Mme Christine SALANÇON, Mme Pascale GRUFFAZ)

DÉCIDE de reconduire ce bail pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} octobre 2014

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le bail avec l'association de chasse de Saint Alexandre.

5 Délibération : PORTANT MAINTIEN DU CLASSEMENT DE LA COMMUNE EN RÉGIME ÉLECTRIQUE RURAL

Depuis 2004, le Syndicat Mixte d'Electricité du Gard exerce la maîtrise d'ouvrage des travaux de renforcement, de mise en discrétion et de certaines opérations de raccordement du réseau public d'électricité.

Grâce aux subventions du Financement des Aides aux Collectivités pour l'Electricité (FACE) réparties par le Conseil Général, aux subventions allouées par le Département du Gard et au produit de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité affecté aux travaux, le Syndicat a résorbé de nombreux départs mal alimentés générant des chutes de tension chez les administrés et son intervention a permis de mettre en discrétion les réseaux électriques et de télécommunications.

Ces travaux qui ont donné toute satisfaction à la commune ont contribué à la suppression de portions de réseaux en fils nus et ont permis d'embellir le village le valorisant sur le plan patrimonial et touristique.

C'est par les élus représentés dans les instances du Syndicat et en particulier par un Vice-président responsable de secteur garant de la proximité territoriale qu'ils ont été décidés. Grâce au régime électrique rural dont bénéficie la commune, le choix de réaliser la plupart des investissements n'est pas tributaire d'un processus de décision relevant du niveau régional ou supra régional par les services du concessionnaire ERDF.

Exprimés au niveau communal, faisant l'objet d'arbitrages au niveau inter communal, c'est au niveau départemental que les choix d'investissement sont réalisés et suivis par le Vice-président du secteur, avec le concours des experts des Services Techniques du Syndicat garants de la bonne utilisation des fonds publics.

Vu l'article 2 du décret n° 2013-46 du 14 janvier 2013 modifié relatif aux aides pour l'électrification rurale (FACE), réservant principalement le bénéfice des aides à l'électrification rurale aux communes de moins de 5000 habitants non comprises dans une unité urbaine de plus de 5000 habitants,

Vu l'article 5 de l'annexe I du cahier des charges annexé à la convention de concession signée entre le Syndicat Mixte d'Electricité du Gard et EDF le 20 juin 2004 distinguant deux catégories de communes selon leur appartenance au régime urbain ou rural au sens des possibilités d'intervention du FACE,

Vu la répartition de la maîtrise d'ouvrage des travaux entre le Syndicat et ERDF déterminée par le dit article ensemble les dispositions de l'article 8 du cahier des charges de la convention de concession limitant la maîtrise d'ouvrage du Syndicat intercommunal aux travaux d'aménagement esthétique pour les communes relevant du régime urbain,

Considérant la population de la commune qui s'élève à 1 149 habitants au dernier recensement,

Considérant que la commune revêt un caractère essentiellement rural nonobstant son inclusion par l'INSEE dans une unité urbaine de plus de 5000 habitants,

Considérant le caractère dispersé de son habitat caractérisé par l'existence de plusieurs hameaux et lieux-dits habités ainsi que par la faiblesse de sa densité (86 habitants par km²),

Considérant le maillage de la commune par un linéaire de réseau important (4 987 mètres de réseaux électriques) en regard du nombre d'utilisateurs de ce réseau confirmant le caractère dispersé de son habitat,

Le Conseil Municipal de SAINT ALEXANDRE, à l'unanimité, émet le vœu que Monsieur le Préfet du Gard, à la demande du Syndicat Mixte d'Electricité du Gard, étende le bénéfice des aides à l'électrification rurale à des

travaux effectués sur le territoire de sa commune et maintienne ainsi le régime rural de la commune au bénéfice de tous ses administrés.

6 Délibération : PORTANT MODIFICATION DES TARIFS COMMUNAUX 2014

M. le Maire rappelle au conseil municipal que les nouvelles activités périscolaires ont été mises en place à lors de la rentrée 2014,

Considérant le coût représenté pour les finances communales, M. le Maire propose au Conseil Municipal de rendre payantes ces nouvelles activités à compter du 3 novembre 2014,

Considérant qu'il y a lieu de fixer un tarif, M. le Maire propose les montants suivants :

TARIFS (NON IMPOSABLE)			
1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants et plus
15 €	20 €	25 €	25 € (4 ^{ème} enfant gratuit)
TARIFS (IMPOSABLE)			
1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants et plus
20 €	30 €	35 €	25 € (4 ^{ème} enfant gratuit)

Vu l'exposé de M. le Maire,

- le Conseil municipal décide à l'unanimité de modifier les tarifs communaux 2014 comme présentés dans le tableau ci-dessus.

7 ANNULÉE

Questions diverses : pas de questions.

Clôture de la séance à 21 heures 15.

M. Jacques BERTOLINI	M. Michel VENDITTI	Mme Chantal SABATIER	M. Didier MASSOT	Mme Annick CONTY
M. Alain ACERBIS	Mme Odile GIRARD	Mme Christine SALANÇON	Mme Pascale GRUFFAZ	M. Arnaud THERET
M. Christian BURDET	Mme Rachel BAPTISTE PROCURATION	M. Olivier SEBIRE PROCURATION	Mme Florie LARDET ABSENTE	M. Benjamin ROCA